

8

**COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR SOCIOCULTUREL  
(CP329)**

**Convention Collective de Travail du 3 juin 2005 définissant les conditions de rémunération en 2004 et en 2005 pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales**

**CHAPITRE I<sup>ER</sup> : CHAMP D'APPLICATION**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur socioculturel et relevant d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement suivants et à leurs travailleurs :

- Ateliers de production et d'accueil, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Bibliothèques, agréées et subventionnées en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992. en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;
- Centres culturels, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels et modifié par le décret du 10 avril 1995;
- Centres de jeunes, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisations d'Éducation permanente, agréées et subventionnées en vertu de l'arrêté royal du 5 septembre 1921, de l'arrêté royal du 4 avril 1925, de l'arrêté royal 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Education permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- Fédérations sportives, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;
- La Médiathèque, agréée et subventionnée en vertu de l'arrêté royal du 7 avril 1971;

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
01-07-2005	26-07-2005
	NR.

75660 1001329

- Organisations de jeunesse, agréées et subventionnées en vertu du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;
- Télévisions locales, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Cette convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs concernés par la convention collective de travail du 1<sup>er</sup> juillet 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel (Région de Bruxelles-Capitale) et par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région Wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle, les Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées (Région wallonne).

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et employés, masculins et féminins.

## **CHAPITRE II : Rémunérations en 2004**

### **ARTICLE 2**

Les dispositions de la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales sont prorogées.

Toutefois, l'article 6 est remplacé par la disposition suivante : « Article 6 : En dérogation à l'article 5, en 2004, l'ancienneté qui est prise en compte pour déterminer la rémunération des travailleurs des secteurs des Centres de jeunes et des Organisations de jeunesse, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, est l'ancienneté prévue à l'article 5, plafonnée à un maximum de 9 années ».

## **CHAPITRE III : Rémunérations en 2005**

### **ARTICLE 3**

Les rémunérations minimums par catégorie de personnel occupé à temps plein, telles que décrites dans la convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant la classification de fonctions pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales, sont basées, du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2005, sur les barèmes repris à l'annexe 1, qui est partie intégrante de la présente Convention Collective de Travail.

Ces barèmes sont une base minimale.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 14, les employeurs s'engagent à affecter, en 2005, les moyens supplémentaires octroyés par la Communauté française dans le cadre de l'accord du non-marchand de juin 2000 à l'augmentation de la masse salariale pour permettre l'amélioration des rémunérations, à concurrence de la somme de la prime de fin d'année, telle que prévue aux articles 12 et 13 de la présente convention collective de travail, et de 92% des barèmes déterminés par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région Wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle, les Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

Au cas où les masses salariales annuelles de l'association seraient égales ou supérieures à la somme de la prime de fin d'année, telle que prévue aux articles 12 et 13 de la présente convention collective de travail, et de 92% des barèmes déterminés par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 précitée, l'alinéa précédent ne s'applique pas.

#### **ARTICLE 4**

Le travailleur occupé à temps partiel doit, pour un même travail ou un travail de valeur égale, bénéficier d'une rémunération proportionnelle à celle du travailleur occupé à plein temps, et ce conformément à l'article 9 de la Convention Collective de Travail n°35 du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 septembre 1981.

### **CHAPITRE IV : ANCIENNETE**

#### **ARTICLE 5**

L'ancienneté qui est prise en compte pour déterminer la rémunération des travailleurs, est l'ancienneté reconnue dans le contrat de travail et, au minimum, l'ancienneté dans l'association.

#### **ARTICLE 6**

Les travailleurs qui ont vu leur ancienneté neutralisée le 1<sup>er</sup> janvier 2003, du fait de leur requalification comme travailleur employé dans le cadre des programmes de promotion de l'emploi, voient cette neutralisation maintenue.

#### **ARTICLE 7**

En 2004, l'ancienneté qui est prise en compte dans les secteurs des Centres de jeunes et des Organisations de jeunesse, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, est celle reconnue à l'article 2, alinéa 2, de la présente convention.

#### **ARTICLE 8**

En 2005, l'ancienneté qui est prise en compte dans les secteurs des Centres de jeunes et des Organisations de jeunesse, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, est celle reconnue à l'article 5 de la présente convention, à l'exception des travailleurs dont l'ancienneté a été

plafonnée à un maximum de 8 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2003, pour lesquels l'ancienneté est plafonnée à un maximum de 10 ans.

**ARTICLE 9**

L'ancienneté dans les secteurs des Centres de jeunes et des Organisations de jeunesse, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, est celle reconnue dans le contrat de travail et, au minimum, l'ancienneté dans l'association, à l'exception des travailleurs dont l'ancienneté a été plafonnée à un maximum de 8 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2003, pour lesquels l'ancienneté évoluera de la manière suivante :

- en 2005, dans le cadre de la convention collective de travail qui devra prévoir l'étape suivante de l'évolution des barèmes, le plafond sera fixé à 14 ans;
- en 2006, le plafond sera fixé à 18 ans;
- en 2007, le plafond sera fixé à 22 ans;
- à partir de 2008, aucun plafond d'ancienneté ne sera appliqué.

Le présent article s'appliquera à la mesure des sommes dégagées à cette fin par la Communauté française; un déplafonnement plus rapide interviendra dès le moment où le gouvernement de la Communauté française, conformément à sa déclaration de politique communautaire, octroiera les moyens nécessaires pour la prise en compte de l'ancienneté réelle dans les associations définies à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**ARTICLE 10**

Les adaptations barémiques liées à l'ancienneté s'opèrent le premier jour du mois qui suit la date anniversaire du contrat.

**CHAPITRE V: LIAISON DES SALAIRES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION**

**ARTICLE 11**

Les rémunérations minimums sont liées à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement par le Ministère des affaires économiques et publié au Moniteur belge, et sont adaptées suivant les modalités prévues par la Convention Collective de Travail du 20 mars 1997, rendue obligatoire par arrêté royal du 14 septembre 1997.

Le pivot à la date de signature est 113,88 (base 1996 = 100).

**CHAPITRE VI : PRIME DE FIN D'ANNEE**

**ARTICLE 12**

Il est convenu d'octroyer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, une prime de fin d'année aux travailleurs décrits à l'article 1<sup>er</sup>.

Cette prime de fin d'année n'est pas due dans les entreprises dont les barèmes sont égaux ou supérieurs à la somme de la prime de fin d'année, telle que prévue aux articles 12 et 13 de la présente convention collective de travail, et de 92% des barèmes déterminés par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région Wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle, les Centres

Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

La période de référence pour le calcul de la prime de fin d'année s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre de l'année considérée.

Lorsque le travailleur n'a pas été occupé, chez le même employeur, durant toute la période de référence, le montant de la prime de fin d'année est fixé proportionnellement au nombre de jours d'occupation dans l'entreprise pendant la période de référence.

En outre, le montant de la prime est réduit au prorata des absences qui se sont produites au cours de l'année, autres que celles résultant de l'application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en matière de vacances annuelles, de jours fériés légaux, de petits chômages, de maladie professionnelle, d'accident de travail et de repos d'accouchement, de congé parental et de périodes de maladie ou d'accident, couvertes par un salaire garanti.

#### ARTICLE 13

Le montant minimum de cette prime de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

1. La partie forfaitaire est fixée conformément à l'article 5, §2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 1987.
2. La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération due au travailleur pour le mois d'octobre de l'année considérée, multipliée par 12.

Si le travailleur n'a pas bénéficié de sa rémunération pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rémunération à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de la prime de fin d'année, est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rémunération pour ce mois, si celle-ci avait été due.

Pour les travailleurs à temps partiel, le montant de la prime est calculé au prorata de leur régime de travail.

La prime de fin d'année est payée en une fois au cours du mois de décembre de l'année considérée.

### **CHAPITRE VII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

#### ARTICLE 14

Sans préjudice des dispositions de l'article 51 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le réaménagement éventuel des masses annuelles devra, dans les institutions où le total des rémunérations et avantages est égal à, ou plus élevé que ceux qui sont prévus par la présente Convention Collective de Travail, être discuté par le conseil d'entreprise ou, à défaut, en concertation entre l'employeur et la délégation syndicale ou, à défaut, par une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise.

**ARTICLE 15**

Les parties conviennent que les avantages accordés par la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le gouvernement de la Communauté Française exécute intégralement le point 3.2 de l'accord-cadre pour le secteur non-marchand de la Communauté Française, signé le 29 juin 2000 ainsi que l'amendement conclu le 12 mai 2004 entre le gouvernement de la Communauté française et les partenaires sociaux.

Ces avantages seront liquidés aux travailleurs, au plus tard le mois qui suit la liquidation des subventions y afférant par les administrations concernées.

**CHAPITRE VIII : DUREE DE VALIDITE****ARTICLE 16**

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2005, à l'exception des articles 1<sup>er</sup>, 9 et 16 qui produisent leurs effets à durée indéterminée.

En ce qui concerne les articles 1<sup>er</sup>, 9 et 16, la présente convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée au président de la commission paritaire.

**ANNEXE**

Rémunérations du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2005.

PARITAIR COMITE VOOR DE SOCIO-CULTURELE SECTOR  
(PC 329)

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 2005 tot bepaling van de loonvoorwaarden in 2004 en 2005 voor sommige sectoren van het paritair comité voor de socio-culturele sector die afhangen van de franse gemeenschap : productie-ateliers, bibliotheken, culturele centra, jongerencentra, permanente vorming, sportfederaties, de mediatheek, jeugdorganisaties, lokale televisies**

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSGBIED

ARTIKEL I

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het paritair comité voor de socio-culturele sector en die behoren tot een der volgende erkenning en/ofsubsidieringsregimes en hun werknemers:

- - Productie- en gastateliers, erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en door het besluit van 23 februari 2000 tot erkenning van de V.Z.W. "Atelier de création sonore et radiophonique" als onthaalstructuur inzake creatie op radio;
- - Bibliotheken, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor lectuurvoorziening, gewijzigd door de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992, voor zover het betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken;
- - Culturele centra, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd door het decreet van 10 april 1995;
- - Jeugdhuizen, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juli 2000, tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiering van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties;
- - Organisaties voor permanente opvoeding, erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 5 september 1921, het Koninklijk Besluit van 4 april 1925, het Koninklijk Besluit van 16 juli 1971, het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

INLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
01 -07- 2005	26 -07- 2005	N°

75660 1col 329

- - Sportfederaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;
- - De Mediatheek, erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 7 april 1971;
- - Jeugdorganisaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de jeugdorganisaties;
- - Lokale televisies, erkend en gesubsidieerd krachtens het artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet toepasselijk op de werknemers die gedekt zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2002 tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 Collectieve arbeidsovereenkomst tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor de sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van het Waalse Gewest: de "Entreprises de Formation par le Travail", de "Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle", de "Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère", de "Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées" (Waals Gewest).

Onder "werknemers" wordt verstaan, de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en Bedienden.

## HOOFDSTUK II: LONEN IN 2004

### ARTIKEL 2

De bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst tot bepaling van de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het paritair comité voor de socio-culturele sector die afhangen van de franse gemeenschap : productie-ateliers, bibliotheken, culturele centra, jongerencentra, permanente vorming, sportfederaties, de mediatheek, jeugdorganisaties, lokale televisies, worden verlengd.

Evenwel wordt het artikel 6 vervangen door de volgende bepaling:

**"Artikel 6:** In afwijking van artikel 5 zal, in 2004, de anciënniteit die in aanmerking wordt genomen voor het bepalen van het loon van de werknemers in de sectoren Jongerencentra en Jeugdorganisaties, gedefinieerd in het artikel 1, op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, deze zijn waarin artikel 5 voorziet maar beperkt tot maximum 9 jaar".



**HOOFDSTUK III: LONEN IN 2005**

**ARTIKEL 3**

De minimumlonen per categorie van het voltijds tewerkgesteld personeel, zoals beschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de functieclassificatie voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap : Productie-ateliers, Bibliotheken, Culturele centra, Jongerencentra, Permanente vorming, Sportfederaties, De Mediatheek, Jeugdorganisaties, Lokale televisies, zullen, van 1 januari 2003 tot 31 december 2003, gebaseerd worden op de loonschalen opgenomen in bijlage 1 die noodzakelijk deel uitmaakt van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze loonschalen zijn een minimumbasis. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 14 verbinden de werkgevers er zich toe om, in 2005, de bijkomende middelen toegekend door de Franse Gemeenschap in het kader van het akkoord met de non-profit van juni 2000, aan te wenden voor het verhogen van de loonmassa om aldus een verbetering van de lonen mogelijk te maken, tot het bedrag van de eindejaarspremie, zoals voorzien in de artikelen 12 en 13 van deze collectieve arbeidsovereenkomst en tot 92 % van de loonschalen bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor de sectoren van het paritair comité voor de socio-culturele sector die afhangen van het Waalse gewest: de "entreprises de formation par le travail", de "organismes d'insertion socioprofessionnelle", de "centres régionaux d'intégration pour les populations d'origine étrangère", de "missions régionales pour l'emploi et les centres de formation et/ou de réadaptation professionnelle agréés par l'agence wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées".

De voorgaande alinea is niet van toepassing als de jaarlijkse loonmassa van de instelling gelijk is aan of hoger dan het bedrag van de eindejaarspremie, zoals bepaald in de artikelen 12 en 13 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, of gelijk aan of hoger dan 92 % van de loonschalen bepaald in voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002.

**ARTIKEL 4**

Overeenkomstig het artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr.35 van 27 februari 1981 betreffende sommige bepalingen van het arbeidsrecht ten aanzien van de deeltijdse arbeid, algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 21 september 1981, moet de deeltijds tewerkgestelde werknemer, voor een zelfde of gelijkwaardige arbeid, een loon krijgen proportioneel aan dat van de voltijds tewerkgestelde werknemer.

**HOOFDSTUK IV: ANCIENNITEIT**

**ARTIKEL 5**

De anciënniteit die in aanmerking zal worden genomen voor het bepalen van het loon van de werknemers, op het tijdstip van inwerkingtreding van deze collectieve

arbeidsovereenkomst, is de anciënniteit vermeld in de arbeidsovereenkomst en, ten minste, de anciënniteit in de instelling.

#### ARTIKEL 6

Voor de werknemers wier anciënniteit op 1 januari 2003 geneutraliseerd werd, wegens hun re kwalificatie als werknemer in het kader van werkgelegenheidsprogramma's, wordt deze neutralisatie gehandhaafd.

#### ARTIKEL 7

In 2004 wordt in de sectors van de Jongerencentra en de Jeugdorganisaties, zoals bepaald in artikel 1, de anciënniteit in aanmerking genomen die vermeld wordt in het artikel 2, tweede lid, van deze overeenkomst.

#### ARTIKEL 8

In 2005 wordt in de sectors van de Jongerencentra en de Jeugdorganisaties, zoals bepaald in artikel 1, de anciënniteit in aanmerking genomen die vermeld wordt in het artikel 5, van deze overeenkomst, behalve voor de werknemers wier anciënniteit op 1 januari 2003 beperkt werd tot een maximum van 8 jaar. Voor deze werknemers wordt de anciënniteit beperkt tot een maximum van 10 jaar.

#### ARTIKEL 9

In de sectors van de Jongerencentra en de Jeugdorganisaties, zoals bepaald in artikel 1, wordt de anciënniteit in aanmerking genomen die vermeld wordt in de arbeidsovereenkomst en, ten minste, de anciënniteit in de instelling, behalve voor de werknemers wier anciënniteit op 1 januari 2003 beperkt werd tot een maximum van 8 jaar. Voor deze werknemers zal de anciënniteit op de volgende wijze evolueren:

- in 2005 zal, in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst die de volgende fase in de evolutie van de loonschalen zal moeten bepalen, het plafond worden bepaald op 14 jaar;
- in 2006 zal het plafond worden bepaald op 18 jaar;
- in 2007 zal het plafond worden bepaald op 22 jaar;
- vanaf 2008 zal er geen enkel anciënniteitsplafond meer worden toegepast.

Dit artikel zal worden toegepast naarmate de hiertoe bestemde sommen worden vrijgemaakt door de Franse gemeenschap; de plafonds zullen versneld afgeschaft worden zodra de regering van de Franse gemeenschap, overeenkomstig haar verklaring van gemeenschapspolitiek, de nodige middelen zal toekennen om de werkelijke anciënniteit in aanmerking te nemen in de in het eerste lid bedoelde instellingen.

#### ARTIKEL 10

De weddeschaalaanpassingen die gekoppeld zijn aan de anciënniteit zullen worden toegepast op de eerste dag van de maand die volgt op de verjaardatum van het contract.

## **HOOFDSTUK V: KOPPELING VAN DE LONEN AAN HET INDEXCIJFER VAN DE CONSUMPTIEPRIJZEN**

### **HOOFDSTUK 11**

De minimumlonen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijsen dat maandelijks wordt vastgesteld door het Ministerie van economische zaken en gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad; zij worden aangepast volgens de modaliteiten bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 1997, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 14 september 1997.

Op het ogenblik van de ondertekening, is de spilindex 113,88 (basis 1996 = 100).

## **HOOFDSTUK VI: EINDEJAARSPREMIE**

### **ARTIKEL 12**

Er wordt overeengekomen om, vanaf 1 januari 2005, een eindejaarspremie toe te kennen aan de in artikel 1 bedoelde werknemers.

Deze eindejaarspremie is niet verschuldigd in de ondernemingen waar de loonschalen gelijk zijn aan of hoger dan het bedrag van de eindejaarspremie, zoals bepaald in de artikels 12 en 13 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en van 92 % van de loonschalen bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor de sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van het Waalse Gewest: de "Entreprises de Formation par le Travail", de "Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle", de "Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère", de "Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées".

De referentieperiode voor het berekenen van de eindejaarspremie loopt van 1 januari tot 30 september van het jaar dat in aanmerking wordt genomen.

Als de werknemer niet gedurende de ganse referentieperiode tewerkgesteld werd door dezelfde werkgever, wordt het bedrag van de eindejaarspremie bepaald naar verhouding van het aantal dagen tewerkstelling in de onderneming gedurende de referentieperiode.

Bovendien wordt het bedrag van de premie verminderd naar rato van de afwezigheden in de loop van het jaar die niet voortvloeien uit de toepassing van de wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen betreffende jaarlijkse vakantie, wettelijke feestdagen, klein verlet, beroepsziekte, arbeidsongeval en bevallingsrust, ouderschapsverlof en ziekte- of ongevalperiodes, gedekt door een gewaarborgd loon.

### **ARTIKEL 13**

Het minimumbedrag van deze eindejaarspremie bestaat uit een forfaitair gedeelte, dat verhoogd wordt met een variabel gedeelte.

1. Het forfaitair gedeelte wordt bepaald overeenkomstig het artikel 5, §2, 1° van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 december 1987.

2. Het variabele gedeelte bedraagt 2,5 % van het aan de werknemer verschuldigde loon voor de maand oktober van het lopende jaar, vermenigvuldigd met twaalf.

Als de werknemer zijn loon voor de maand oktober van het lopende jaar niet ontvangen heeft, wordt het loon dat als basis zou hebben gediend om zijn loon voor deze maand te berekenen, als dit verschuldigd was geweest, in aanmerking genomen.

Voor de deeltijds tewerkgestelde werknemers wordt het bedrag van de premie herleid naar rata van hun arbeidstijdstelsel.

De eindejaarspremie wordt betaald in éénmaal in de loop van de maand december van het lopende jaar.

## **HOOFDSTUK VII: OVERGANGSBEPALINGEN**

### **ARTIKEL 14**

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 51 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, zal de eventuele herverdeling van de jaarmassa's in de inrichtingen waar het totaal van de lonen en voordelen gelijk is aan of hoger dan die bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst, moeten worden besproken in de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, in overleg tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek hieraan, moeten worden vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op het niveau van de onderneming.

### **ARTIKEL 15**

De partijen komen overeen dat de voordelen toegekend door deze collectieve arbeidsovereenkomst slechts effectief aan de werknemers zullen worden toegekend voor zover de regering van de Franse Gemeenschap het punt 3.2 van het raamakkoord voor de non-profitsector van de Franse Gemeenschap, ondertekend op 29 juni 2000 evenals het amendement gesloten op 12 mei 2004 tussen de regering van de Franse Gemeenschap en de sociale partners, integraal uitvoert.

Deze voordelen zullen aan de werknemers worden uitbetaald ten laatste in de maand die volgt op de uitbetaling door de betrokken administraties van de subsidies die erop betrekking hebben.

## **HOOFDSTUK VIII: GELDIGHEIDSDUUR**

### **ARTIKEL 16**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2004 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2005, met uitzondering van de artikels 1°, 9 en 16 die van kracht blijven voor onbepaalde tijd.

Voor wat betreft de artikels 1°, 9 en 16, kan deze collectieve arbeidsovereenkomst door iedere partij opgezegd worden mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comité.

#### BIJLAGE

Lonen van 1 januari 2005 tot 31 december 2005.

**CP 329 - PC 329**

CCT du 3 juin 2005 - Annexe / CAO van 3 juni 2005 - Bijlage

**Barèmes CP 329 / Barema's PC 329**

Rémunérations à partir du 1er janvier 2005 / Lonen vanaf 1 januari 2005

Pour : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Voor : Productie-ateliers, Bibliotheken, Culturele centra, Jongerencentra, Permanente Vorming, Sportfederaties, de Mediatheek, Jeugdorganisaties, Lokale Televisies

Pivot = 113,88 / Spil = 113,88

**Echelon 1 / Niveau 1**

	<b>Annuel / Jaarlijks</b>	<b>Mensuel / Maandelijks</b>	<b>Horaire / Per uur</b>
0	13 202,88	1 100,24	6,68
1	14 308,56	1 192,38	7,24
2	14 383,92	1 198,66	7,28
3	14 459,04	1 204,92	7,32
4	14 534,16	1 211,18	7,36
5	14 609,16	1 217,43	7,39
6	14 684,40	1 223,70	7,43
7	14 759,76	1 229,98	7,47
8	14 835,00	1 236,25	7,51
9	14 910,00	1 242,50	7,55
10	15 372,72	1 281,06	7,78
11	15 447,72	1 287,31	7,82
12	15 522,84	1 293,57	7,86
13	15 597,96	1 299,83	7,89
14	15 673,20	1 306,10	7,93
15	15 748,68	1 312,39	7,97
16	15 823,92	1 318,66	8,01
17	15 898,68	1 324,89	8,05
18	15 973,92	1 331,16	8,08
19	16 049,16	1 337,43	8,12
20	16 124,40	1 343,70	8,16
21	16 199,52	1 349,96	8,20
22	16 274,64	1 356,22	8,24
23	16 349,64	1 362,47	8,27
24	16 425,00	1 368,75	8,31
25	16 500,24	1 375,02	8,35
26	16 575,24	1 381,27	8,39
27	16 650,48	1 387,54	8,43
28	16 650,48	1 387,54	8,43

29	16 650,48	1 387,54	8,43
30	16 650,48	1 387,54	8,43
31	16 650,48	1 387,54	8,43

Echelon 2 / Niveau 2

	Annuel / Jaarlijks	Mensuel / Maandelijks	Horaire / Per uur
0	14 465,04	1 205,42	7,32
1	15 608,52	1 300,71	7,90
2	15 758,76	1 313,23	7,98
3	15 909,00	1 325,75	8,05
4	16 059,36	1 338,28	8,13
5	16 209,60	1 350,80	8,20
6	16 359,84	1 363,32	8,28
7	16 510,20	1 375,85	8,36
8	16 660,56	1 388,38	8,43
9	16 810,56	1 400,88	8,51
10	17 400,24	1 450,02	8,81
11	17 580,48	1 465,04	8,90
12	17 761,08	1 480,09	8,99
13	17 941,20	1 495,10	9,08
14	18 121,20	1 510,10	9,17
15	18 301,56	1 525,13	9,26
16	18 482,04	1 540,17	9,35
17	18 662,28	1 555,19	9,44
18	18 842,52	1 570,21	9,54
19	19 023,00	1 585,25	9,63
20	19 203,12	1 600,26	9,72
21	19 383,12	1 615,26	9,81
22	19 563,48	1 630,29	9,90
23	19 744,08	1 645,34	9,99
24	19 924,32	1 660,36	10,08
25	20 104,56	1 675,38	10,17
26	20 284,68	1 690,39	10,27
27	20 465,16	1 705,43	10,36
28	20 645,28	1 720,44	10,45
29	20 827,92	1 735,66	10,54
30	20 827,92	1 735,66	10,54
31	20 827,92	1 735,66	10,54



28

Echelon 3 / Niveau 3

	<b>Annuel / Jaarlijs</b>	Mensuel / Maandelijks	Horaire / Per uur
0	16 355,88	1 362,99	8,28
1	17 598,36	1 466,53	8,91
2	17 598,36	1 466,53	8,91
3	18 390,12	1 532,51	9,31
4	18 390,12	1 532,51	9,31
5	19 217,76	1 601,48	9,73
6	19 217,76	1 601,48	9,73
7	20 082,48	1 673,54	10,16
8	20 082,48	1 673,54	10,16
9	20 986,08	1 748,84	10,62
10	20 986,08	1 748,84	10,62
11	21 930,60	1 827,55	11,10
12	21 930,60	1 827,55	11,10
13	22 917,36	1 909,78	11,60
14	22 917,36	1 909,78	11,60
15	23 673,96	1 972,83	11,98
16	23 673,96	1 972,83	11,98
17	24 049,80	2 004,15	12,17
18	24 049,80	2 004,15	12,17
19	24 634,80	2 052,90	12,47
20	24 634,80	2 052,90	12,47
21	25 219,20	2 101,60	12,76
22	25 219,20	2 101,60	12,76
23	25 804,08	2 150,34	13,06
24	25 804,08	2 150,34	13,06
25	26 388,84	2 199,07	13,35
26	26 388,84	2 199,07	13,35
27	26 973,36	2 247,78	13,65
28	26 973,36	2 247,78	13,65
29	26 973,36	2 247,78	13,65
30	26 973,36	2 247,78	13,65
<b>31</b>	26 973,36	2 247,78	13,65

## Echelon 4.1. / Niveau 4.1.

	Annuel / <b>Jaarlijks</b>	Mensuel / Maandelijks	Horaire / Per uur
0	17 725,56	1 477,13	8,97
1	19 015,92	1 584,66	9,62
2	19 015,92	1 584,66	9,62
3	19 997,16	1 666,43	10,12
4	19 997,16	1 666,43	10,12
5	21 029,04	1 752,42	10,64
6	21 029,04	1 752,42	10,64
7	22 113,96	1 842,83	11,19
8	22 <b>113,96</b>	1 842,83	11,19
9	23 255,28	1 937,94	11,77
10	23 255,28	1 937,94	<b>11,77</b>
11	24 455,16	2 037,93	12,38
12	24 455,16	2 037,93	12,38
13	25 717,20	2 143,10	13,01
14	25 717,20	2 143,10	13,01
15	26 745,72	2 228,81	13,54
16	26 745,72	2 228,81	13,54
17	27 815,52	2 317,96	14,08
18	27 815,52	2 317,96	14,08
19	28 927,92	2 410,66	14,64
20	28 927,92	2 410,66	14,64
21	29 474,64	2 456,22	14,92
22	29 474,64	2 456,22	14,92
23	30 059,76	2 504,98	15,21
24	30 059,76	2 504,98	15,21
25	30 644,16	2 553,68	15,51
26	30 644,16	2 553,68	15,51
27	31 228,68	2 602,39	15,80
28	31 228,68	2 602,39	15,80
29	31 228,68	2 602,39	15,80
30	31 228,68	2 602,39	15,80
31	31 228,68	2 602,39	15,80

## Echelon 4.2. / Niveau 4.2.

	Annuel / <b>Jaarlijks</b>	Mensuel / Maandelijks	Horaire / Per uur
0	20 915,16	1 742,93	10,58
1	21 987,48	1 832,29	11,13
2	21 987,48	1 832,29	11,13
3	22 767,24	1 897,27	11,52
4	22 767,24	1 897,27	11,52
5	23 546,64	1 962,22	11,92
6	23 546,64	1 962,22	11,92
7	24 326,64	2 027,22	12,31
8	24 326,64	2 027,22	12,31
9	25 106,16	2 092,18	12,71
10	25 496,04	2 124,67	12,90
11	26 275,56	2 189,63	13,30
12	26 275,56	2 189,63	13,30
13	27 055,44	2 254,62	13,69
14	27 055,44	2 254,62	13,69
15	27 834,84	2 319,57	14,09
16	27 834,84	2 319,57	14,09
17	28 614,48	2 384,54	14,48
18	28 614,48	2 384,54	14,48
19	29 394,12	2 449,51	14,88
20	29 394,12	2 449,51	14,88
21	30 174,00	2 514,50	15,27
22	30 174,00	2 514,50	15,27
23	30 953,16	2 579,43	15,66
24	30 953,16	2 579,43	15,66
25	31 733,04	2 644,42	16,06
26	31 733,04	2 644,42	16,06
27	32 512,56	2 709,38	16,45
28	32 512,56	2 709,38	16,45
29	32 512,56	2 709,38	16,45
30	32 512,56	2 709,38	16,45
31	32 512,56	2 709,38	16,45

## Echelon 5 / Niveau 5

	Annuel / Jaarlijks	Mensuel / <b>Maandelijks</b>	Horaire / Per uur
0	22 855,32	1 904,61	11,57
1	23 760,24	1 980,02	12,02
2	23 760,24	1 980,02	12,02
3	24 421,44	2 035,12	12,36
4	24 421,44	2 035,12	12,36
5	25 082,64	2 090,22	12,69
6	25 082,64	2 090,22	12,69
7	25 744,32	2 145,36	13,03
8	25 744,32	2 145,36	13,03
9	26 405,52	2 200,46	13,36
10	26 795,28	2 232,94	13,56
11	27 456,72	2 288,06	13,90
12	27 456,72	2 288,06	13,90
13	28 118,04	2 343,17	14,23
14	28 <b>118,04</b>	2 343,17	14,23
15	28 779,36	2 398,28	14,56
16	28 779,36	2 398,28	14,56
17	29 440,92	2 453,41	14,90
18	29 440,92	2 453,41	14,90
19	30 102,00	2 508,50	15,23
20	30 102,00	2 508,50	15,23
21	30 763,44	2 563,62	15,57
22	30 763,44	2 563,62	15,57
23	<b>31 424,88</b>	2 618,74	15,90
24	31 424,88	2 618,74	15,90
25	32 086,32	2 673,86	16,24
26	32 086,32	2 673,86	16,24
27	32 747,52	2 728,96	16,57
28	32 747,52	2 728,96	16,57
29	32 747,52	2 728,96	16,57
30	32 747,52	2 728,96	16,57
31	32 747,52	2 728,96	16,57

Echelon 6 / Niveau 6

	<b>Annuel / Jaarlijs</b>	<b>Mensuel / Maandelijks</b>	<b>Horaire / Per uur</b>
0	23 871,12	1 989,26	12,08
1	25 041,00	2 086,75	12,67
2	25 041,00	2 086,75	12,67
3	26 088,72	2 174,06	13,20
4	26 088,72	2 174,06	13,20
5	27 136,44	2 261,37	13,73
6	27 136,44	2 261,37	13,73
7	28 183,92	2 348,66	14,26
8	28 183,92	2 348,66	14,26
9	29 231,76	2 435,98	14,79
10	29 621,52	2 468,46	14,99
11	30 668,88	2 555,74	15,52
12	30 668,88	2 555,74	15,52
13	31 716,72	2 643,06	16,05
14	31 716,72	2 643,06	16,05
15	32 764,32	2 730,36	16,58
16	32 764,32	2 730,36	16,58
17	33 811,92	2 817,66	17,11
18	33 811,92	2 817,66	17,11
19	34 859,76	2 904,98	17,64
20	34 859,76	2 904,98	17,64
21	35 907,24	2 992,27	18,17
22	35 907,24	2 992,27	18,17
23	36 954,84	3 079,57	18,70
24	36 954,84	3 079,57	18,70
25	36 954,84	3 079,57	18,70
26	36 954,84	3 079,57	18,70
27	36 954,84	3 079,57	18,70
28	36 954,84	3 079,57	18,70
29	36 954,84	3 079,57	18,70
30	36 954,84	3 079,57	18,70
31	36 954,84	3 079,57	18,70